

Accord UE-Mercosur : menaces sur l'agriculture française et l'environnement

Il aura fallu vingt ans pour que les deux partenaires apposent leur signature au bas de la page. Un Accord, dans le prolongement des précédents, mais qui ouvre encore davantage les frontières économiques de l'UE qui, se targue-t-elle, bénéficiera en retour d'un accès aux marchés des pays du MERCOSUR.

Le secteur agricole est bien évidemment directement concerné et les producteurs français ont, avec quelques homologues de l'UE, réagi avec rapidité et indignation. L'enthousiasme affiché par le Président sortant de la Commission européenne n'est pas partagé par les agriculteurs, notamment français. L'UE ne protège plus, elle expose même aux dures lois de la concurrence les producteurs, notamment français !

Les droits de douane sur les vins, le chocolat, les biscuits... vont être supprimés. Mais les contingents accordés au MERCOSUR sur le sucre, la volaille, l'éthanol, et la viande bovine, ont de quoi inquiéter les agriculteurs qui se sentent trahis. 99 000 tonnes de viande bovine vont rentrer sur le marché européen à taux préférentiel (7,5%), pas moins de 180 000 tonnes de sucre et de volaille.

Et puis il y a la dimension environnementale de l'Accord. Certes, le Brésil renonce à sortir de la COP 21, mais sans engagement réel !

Les exigences européennes sont très fortes d'un côté et nettement moins contraignantes de l'autre ; en particulier sur le bien-être animal et les conditions de production avec l'usage de produits phytosanitaires interdits en Europe. Dimension à laquelle il convient, évidemment, d'adjoindre les différentiels de coûts de production, en particulier les charges salariales.

« Toutes les conditions sont réunies pour que la critique et l'inquiétude émergent. Et la clause de sauvegarde obtenue par l'UE n'est pas une garantie suffisante. Cependant, l'agriculture française détient de nombreux atouts, à commencer par la qualité et la diversité de ses productions, indissociables de la dynamique de ses territoires, surtout pour des consommateurs qui sont de plus en plus attachés aux marqueurs territoriaux. A la clé, il convient donc de repenser les stratégies et l'organisation des filières en France ! »

Claude Cochonneau, président des Chambres d'agriculture

« Conserver et faire progresser l'agriculture française, la plus sûre et la plus raisonnée du monde, est un magnifique projet ! L'accord du Mercosur va à l'encontre de cet objectif. » Maximin Charpentier, président de la Chambre d'agriculture régionale Grand Est, élu référent Affaires européennes